



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 29 octobre 2026

Les ventes de détail mexicaines se redressent et progressent de +3,2 % g.a. en août.

Les recettes réelles du commerce de détail ont augmenté de 3,2 % g.a. c.v.s. en août, portées par les biens d'équipement et les ventes en ligne.

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,2 %

Ventes de détail en g.a.

Août 2026

INEGI

Dans le détail, le commerce en ligne est de loin le segment le plus dynamique (+17,6 % g.a.), devant les articles de santé (+9,3 %), la quincaillerie (+8,3 %), l'électroménager et l'informatique (+6,2 %) et le textile (+5,6 %). Les véhicules, pièces détachées et carburants suivent la moyenne (+3,3 %). Les dépenses courantes progressent à un rythme moindre, notamment pour l'alimentation, les boissons et le tabac (+0,9 %) et pour les supermarchés et grands magasins (+1,0 %). L'emploi dans le secteur reste quasi stable (+0,9 %).

En variation mensuelle, les ventes progressent en août de +1,2 % g.m., ce qui met fin à deux mois consécutifs de baisse. Il s'agit de la plus forte reprise depuis juillet 2024.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les exportations mexicaines ont progressé de +37,9 % g.a. en septembre, à 77,8 Md USD, mais la balance commerciale redevient déficitaire. La bonne dynamique des exportations est portée par les produits manufacturés (+39 % g.a.), en particulier le boom des exportations d'équipements électriques et électroniques (+94,7 %), dans le sillage de la demande américaine liée à l'intelligence artificielle et aux centres de données. L'automobile ne croît que de +5,7 % (+8,5 % vers les États-Unis, -7,4 % vers les autres marchés). Le marché américain continue d'être la principale destination des exportations mexicaines, absorbant 84,8 % de ces dernières depuis janvier 2026. Les exportations pétrolières progressent de +9,6 % grâce à la hausse du prix de la mezcla (92 USD le baril, soit 30,7 USD de plus qu'un an plus tôt), même si les volumes exportés sont en net recul (466 000 barils par jour, contre 653 000). Malgré la bonne tenue des exportations, le déficit de 606 M USD (après un excédent de 605 M USD en août) s'explique par le dynamisme des importations de +33,1 % g.a. en septembre (à 78,4 Md USD). Cette hausse des importations est tirée par les biens intermédiaires (+38,8 %), signe du poids d'une activité d'assemblage pour la réexportation, notamment des produits électroniques, impliquant un faible niveau de valeur ajoutée. Malgré tout, l'année 2026 marque le retour à une balance commerciale positive : sur les neuf premiers mois, les exportations progressent de +30,4 %, contre +27,5 % pour les importations, l'excédent cumulé atteignant 9,3 Md USD, contre un déficit de 3,4 Md USD un an plus tôt.

La BCE et la Réserve fédérale américaine (FED) ont maintenu leurs taux directeurs, deux décisions largement anticipées par le marché entraînant un effet limité sur le peso. L'écart de taux reste historiquement bas entre les taux mexicains et américains, à 250 pdb. La devise mexicaine s'est très légèrement appréciée à l'annonce de la FED (+0,29 %), pour clôturer la journée du 28 octobre à 18,62 MXN/USD. Cette décision a été prise à l'issue d'un vote partagé, deux membres du FOMC s'étant prononcés pour une hausse de 25 pb face à la persistance des pressions inflationnistes aux États-Unis (+3,7 % g.a. en septembre, bien au-dessus de l'objectif de 2 %). La FED a notamment souligné une croissance forte de l'économie et un rythme soutenu de créations d'emploi. Le ton restrictif du communiqué et la persistance des pressions inflationnistes laissent penser qu'il ne s'agit que d'une pause dans le cycle de hausse, une nouvelle hausse étant attendue lors de la dernière réunion de l'année, le 9 décembre. Face à l'euro, le peso s'est légèrement déprécié de 0,6 % ce jeudi 29 octobre suite à l'annonce de la BCE de maintien de son taux

directeur à 2,50 %. La Banque Centrale du Mexique (Banxico) se prononcera à son tour lors de la réunion de politique monétaire le 5 novembre et devrait maintenir son taux inchangé à 6,5%.

Sectoriel

Le Mexique et l'Inde ont ouvert des négociations pour un accord commercial préférentiel visant à diversifier leurs échanges. Les deux pays ont signé les termes de référence fixant le périmètre des discussions, qui porteront notamment sur l'accès aux marchés, les règles d'origine, les procédures douanières, les obstacles techniques au commerce et le règlement des différends. Selon le ministère mexicain de l'Économie, les secteurs prioritaires comprennent l'automobile, l'électronique, la pharmacie, l'agroalimentaire, l'énergie et les minerais critiques. En 2025, les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 11,1 Md USD, avec un déficit de 7,2 Md USD pour le Mexique, selon les données du Banxico. Les exportations mexicaines vers l'Inde (2,0 Md USD) ont reculé de -28 % en g.a., tandis que les importations (9,1 Md USD) ont progressé de +1,6 %. Les importations mexicaines depuis l'Inde sont principalement constituées de véhicules et pièces automobiles (2,2 Md USD), d'équipements électroniques (1,4 Md USD) et de machines (1,3 Md USD), selon les données de UN Comtrade. Cette initiative d'accord commercial fait suite au rapprochement engagé entre Claudia Sheinbaum et Narendra Modi lors du G7 de juin 2025. Une mission d'entreprises mexicaines en Inde est également envisagée au premier trimestre 2027.

Le groupe mexicain Cinépolis obtient un financement de 380 M USD auprès de l'IFC et de banques mexicaines pour soutenir son développement. Piloté par la Société financière internationale (IFC), branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, ce prêt associe BBVA, Scotiabank, Banamex et BanBajío. D'une durée de sept ans, il est lié à des objectifs sociaux et environnementaux. Selon l'IFC, il s'agit du premier financement de ce type destiné aux industries créatives en Amérique latine. Les fonds serviront à ouvrir de nouveaux cinémas, rénover les établissements existants, accélérer la transformation numérique et soutenir la production audiovisuelle locale. Ces investissements devraient générer plusieurs centaines d'emplois directs, ainsi que des emplois indirects dans les industries créatives. Fondé en 1971, Cinépolis emploie 34 000 personnes et exploite plus de 6 800 écrans dans 18 pays.

Finances publiques

Le Congrès mexicain a validé l'essentiel du volet recettes du budget 2027 : les grandes enveloppes proposées par le gouvernement sont approuvées, mais certaines dispositions de la réforme de l'ISR doivent être réexaminées. La *Ley Federal de Derechos* et la *Ley de Ingresos*, déjà approuvées par la Chambre des députés mi-octobre, ont été adoptées sans nouvelle modification par le Sénat le 27 octobre. Les deux textes ont été transmis à l'exécutif pour promulgation. La loi de recettes prévoit 565,3 Md USD de ressources, en hausse de +1,1 % en termes réels par rapport à 2026. Les recettes fiscales atteindraient 332,9 Md USD (58,9 % du total). L'impôt sur le revenu (ISR) représenterait 52,5 % des recettes fiscales (174,8 Md USD), devant la TVA (94,0 Md USD) et les taxes spécifiques sur les produits et services (IEPS, 44,0 Md USD). Plusieurs ajustements législatifs avaient néanmoins été introduits lors de l'examen à la Chambre des députés, notamment l'élargissement du dispositif de régularisation fiscale aux grands contribuables. La réforme de la loi relative à l'ISR, examinée dans un texte distinct, doit en revanche encore être définitivement adoptée. Le Sénat y a introduit des exceptions aux restrictions sur les déductions fiscales pour certaines entreprises des secteurs automobile et des carburants. Le texte a donc été renvoyé à la Chambre des députés pour un nouvel examen début novembre. Enfin, le budget des dépenses (*Presupuesto de Egresos*) doit encore être adopté par la Chambre des députés, au plus tard le 15 novembre.

Le premier forum de *Las Economistas* a mis en évidence les fragilités des finances publiques mexicaines, malgré une croissance plus résiliente qu'anticipé. Organisé le 26 octobre à Mexico, cet événement a réuni des femmes économistes des secteurs public, privé et académique autour des principaux défis économiques du pays. La soutenabilité des finances publiques s'est imposée comme une préoccupation transversale aux différentes discussions. Malgré une activité économique plus robuste que prévu, les intervenantes ont souligné la faiblesse des recettes fiscales, notamment liée à l'importance de l'informalité. Parallèlement, la rigidité croissante des dépenses, le poids de Pemex et la charge d'intérêts réduisent les marges de manœuvre budgétaires, notamment pour l'investissement public. Plusieurs intervenantes ont estimé que des ajustements graduels seraient insuffisants pour répondre à ces déséquilibres. Les tensions autour du maintien de la notation souveraine en catégorie investissement (*investment grade*) pourraient s'accroître rapidement. La formalisation de l'économie, l'amélioration de la productivité, une plus grande participation des femmes sur le marché du travail et un meilleur accès au financement des entreprises ont été identifiés comme des leviers pour soutenir la croissance et élargir l'assiette fiscale.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	28/10/2026
Bourse (S&P/BMV IPC)	-1,5%	+10,2%	69 182 points
Change MXN/USD	+0,1%	+1,4%	18,67
Change MXN/EUR	-0,8%	-3,2%	20,78
Prix du baril mexicain	+4,6%	+81,1%	104,20

Amérique centrale

Bélize

Face à la hausse du coût de la vie et à une nouvelle augmentation des prix des carburants, le gouvernement du Belize a chargé le ministre Francis Fonseca de préparer des propositions visant à alléger la pression sur les ménages. Les pistes envisagées portent notamment sur la fiscalité, les tarifs des services publics et les aides au transport déjà mises en place. Les propositions doivent être examinées en Conseil des ministres, sans qu'aucune mesure concrète n'ait encore été annoncée.

Costa Rica

Le Costa Rica renonce à sa candidature à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP) et limoge sa nouvelle ministre du Commerce extérieur. Le CPTPP est un accord de libre-échange réunissant douze pays (dont le Royaume-Uni, le Canada, le Japon et l'Australie ; sans l'UE et donc la France) visant à faciliter les échanges de biens (notamment agricoles et industriels) et de services, ainsi que les investissements, le commerce numérique ou encore la propriété

intellectuelle. Le Costa Rica avait engagé son processus d'adhésion en 2022, et travaillait depuis à négocier l'accès aux marchés des pays membres. Or, les organisations agricoles costariciennes (filiales laitière et bovine notamment) se mobilisaient depuis plusieurs semaines contre cette adhésion, craignant une concurrence accrue des producteurs australiens, néo-zélandais et vietnamiens. La présidente Laura Fernandez a annoncé, le 28 octobre, le retrait de la candidature du Costa Rica au CPTPP. Elle a notamment dénoncé un manque de transparence de la part de la ministre du Commerce extérieur, Indiana Trejos, qui participait au processus depuis la précédente administration, et a donc décidé de la limoger.

En 2026, le revenu moyen des ménages costariciens a diminué de -3,8 % ; le taux de pauvreté est quant à lui resté stable à 15,4 % des ménages. Selon l'Institut national de la statistique et des recensements (INEC), le revenu mensuel moyen des ménages costariciens a reculé pour s'établir à 1,16 M CRC (environ 2 300 USD), sous l'effet du recul de -3,2 % des revenus salariaux. Cette baisse est particulièrement marquée dans les zones urbaines (-4,7 %). Malgré cela, le taux de pauvreté monétaire est resté stable à 15,4 % des ménages (contre 15,2 % en 2025), soit près de 299 000 ménages et 919 000 personnes. La pauvreté extrême est également restée stable (3,8 % des ménages). En revanche, la pauvreté multidimensionnelle, qui mesure les privations en matière d'éducation, de logement, de santé, d'emploi et de protection sociale, est passée de 9,9 % à 8,9 % des ménages.

El Salvador

Les transferts de fonds vers le Salvador ont progressé de +3,5 % sur les neuf premiers mois de 2026, à 7,62 Md USD, contre +18,5 % sur la même période en 2025, selon la Banque centrale de réserve (BCR). Cette décélération intervient dans un contexte de durcissement de la politique migratoire américaine, susceptible de limiter les envois des Salvadoriens résidant aux États-Unis. Les transferts restent principalement destinés à la consommation des ménages, qui absorbe environ 99 % des montants reçus, tandis que seuls 78,5 M USD sont affectés à des dépenses classées comme investissements.

Guatemala

Les flux d'IDE au Guatemala ont progressé de 7 % au premier semestre 2026, à 1,03 Md USD, contre 959 M USD un an auparavant, selon la Banque du Guatemala. L'institution a relevé en septembre sa prévision pour l'ensemble de l'année à 2,1 Md USD, contre 1,88 Md USD en 2025, et anticipe 2,28 Md USD en 2027. Les secteurs financiers et assurantiels ainsi que le commerce ont concentré 74 % des flux au

premier semestre, tandis que l'énergie, l'eau et l'assainissement ont enregistré des sorties nettes de 168 M USD.

Le Congrès guatémaltèque a adopté le 27 octobre, par 134 voix, la loi encadrant le MetroRiel, un projet de transport ferroviaire de voyageurs dans l'agglomération de Guatemala City, dont l'investissement pourrait dépasser 900 M USD. Le texte confie à Ferrocarriles de Guatemala (Fegua) la planification, la construction et l'exploitation du système, et autorise le recours à des standards internationaux de passation des marchés, en dérogeant aux procédures prévues par la loi nationale sur les marchés publics. Adoptée en urgence, la loi a suscité des critiques concernant le manque de concertation, les dérogations aux règles de commande publique et des accusations d'échanges de soutiens politiques.

Honduras

Le projet de budget hondurien pour 2027 prévoit une baisse de -17,3 % de l'investissement public, à 39,9 Md HNL (1,32 Md EUR), malgré une hausse de +2,5 % du budget total, à 455,4 Md HNL (15,1 Md EUR), selon le Conseil hondurien de l'entreprise privée (Cohep). La contraction atteindrait 34 % pour l'investissement productif et 8,9 % pour la formation brute de capital fixe. Le Cohep appelle à prioriser les projets à fort impact sur l'emploi et le développement social, alors que le pays doit également relever des défis en matière d'inflation et de numérisation.

Les transferts de fonds vers le Honduras ont augmenté de +11,2 % sur les neuf premiers mois de 2026, pour atteindre 10,1 Md USD, soit 1,02 Md USD de plus qu'à la même période en 2025, selon la Banque centrale hondurienne. Ils représentent plus de 25 % du PIB et constituent un moteur essentiel de l'économie nationale, 86 % des montants reçus étant consacrés à la consommation et aux besoins essentiels des ménages, notamment l'alimentation, la santé et l'éducation.

Nicaragua

Le projet de budget du Nicaragua pour 2027 prévoit un excédent budgétaire de 734,4 M USD, équivalent à 2,8 % du PIB, prolongeant la situation d'excédent des comptes publics pour la 7^e année consécutive. Les recettes atteindraient 5,33 Md USD, en hausse de +13,6 % par rapport au budget initial de 2026, tandis que les dépenses progresseraient de seulement 0,9 %, à 4,59 Md USD. Les recettes fiscales représenteraient 94 % des recettes totales et les dépenses d'investissement 67,9 % des dépenses prévues. Le projet repose sur une prévision de croissance de 3,7 % en 2027 et d'inflation de 3 %.

Panama

Les recettes du Canal de Panama ont augmenté de +16,6 % à la clôture de l'exercice fiscal 2026. Selon les chiffres provisoires de l'Autorité du Canal de Panama (ACP), ces recettes se sont ainsi établies à 6,6 Md USD sur la période (1er octobre 2025 - 30 septembre 2026), contre 5,7 Md USD l'année précédente. Le canal a enregistré 13 951 transits (+4,1 %) et le tonnage de jauge des navires (soit le volume intérieur des navires) a atteint 521 millions de tonnes (+6,5 %). Cette progression a notamment été portée par la forte hausse des passages de méthaniers (+93,4 %), de pétroliers (+16,4 %) et de navires-citernes transportant des produits chimiques (+16,2 %). L'ACP précise que les fortes précipitations survenues durant la saison sèche, conjuguées aux mesures d'économie d'eau mises en place, ont permis de maintenir un tirant d'eau suffisamment élevé pour permettre le passage des navires Neopanamax sans réduire leur capacité de chargement.

L'intérêt de Maersk pour les futures concessions portuaires de Balboa, Corozal et Isla Telfers se précise. Antonio Domínguez, président de Maersk pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a confirmé que le groupe danois concourra à la future concession du port de Balboa (qui est actuellement géré à titre temporaire par APM Terminals Panamá, filiale de Maersk). Le cahier des charges est toujours en cours d'élaboration par les autorités. Vincent Clerc, directeur général mondial de Maersk, a quant à lui confirmé que le groupe reste « intéressé par les nouveaux projets portuaires » du Panama. La liste des entreprises préqualifiées pour les concessions de Corozal et Isla Telfers devrait être publiée avant la fin de l'année, pour une attribution des concessions d'ici fin 2027.

Les travaux de la ligne 3 du métro de Panama ont atteint 82 % d'avancement. Après 25 mois de travaux, le tunnelier allemand Panamá a achevé le creusement du tunnel de 4,5 km passant sous le canal de Panama et qui constituait l'une des principales difficultés techniques du projet. D'un coût total estimé à 4,5 Md USD, cette ligne 3 (monorail) vise à désengorger les axes routiers reliant la province résidentielle de Panamá Oeste à la capitale. Le projet est réalisé par le consortium sud-coréen HPH Joint Venture et bénéficie notamment de financements concessionnels japonais de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Une étude de faisabilité, conduite par l'entreprise japonaise Nippon Koei et en voie d'achèvement, examine par ailleurs le prolongement de la ligne 3 vers Costa Verde, à l'ouest.

Caraïbes

Barbade

La croissance économique a ralenti à +1,4 % en g.a. sur les neuf premiers mois de 2026, contre +2,3 % un an auparavant. Selon la Banque centrale de la Barbade, ce ralentissement s'explique par la contraction des secteurs du tourisme et de l'industrie manufacturière. Malgré une légère hausse du nombre de touristes séjournant sur l'île (+0,2 %), la durée moyenne des séjours a réduit, ce qui a entraîné une baisse de -1,2 % de la valeur ajoutée du secteur touristique. Les secteurs tournés vers le marché intérieur ont en revanche progressé de +1,8 %, portés par les services aux entreprises et le commerce de gros et de détail. Par ailleurs, le taux de chômage a atteint 6,6 % au deuxième trimestre 2026, contre 6,1 % un an auparavant. L'inflation moyenne sur douze mois s'est établie à 1,5 % en juillet, contre 0,5 % un an plus tôt.

Cuba

La CEPAL prévoit une baisse de -13 % des exportations cubaines de biens en 2026. Selon ses projections, Cuba figure ainsi parmi les économies aux perspectives commerciales les plus défavorables des 33 pays étudiés. Au S1 2026, l'île enregistrait déjà la troisième plus forte baisse des exportations parmi ces pays. Les importations de biens ont également reculé de -3 % sur la période, après une hausse de +13 % au S1 2025. Ces évolutions reflètent les difficultés économiques du pays, notamment le manque de devises et les contraintes pesant sur l'approvisionnement et la production nationale. La CEPAL prévoit par ailleurs une contraction du PIB cubain de -10,3 % en 2026, après un recul de -3,8 % en 2025, ce qui constituerait la plus forte baisse depuis 2020 (-10,9 %).

Dominique

La Dominique doit faire connaître d'ici le 12 novembre sa position sur l'avenir de son programme de citoyenneté par investissement (CBI), dont l'Union européenne demande la suppression d'ici juin 2028. Cette demande concerne les cinq Etats de la Caraïbe orientale qui disposent de programmes de CBI et qui pourraient perdre leur exemption de visa pour l'espace Schengen. Le gouvernement dominiquais, qui rappelle régulièrement que les recettes du CBI permettent notamment de financer les infrastructures et la reconstruction après les catastrophes naturelles, souhaite

obtenir un délai de transition et un accompagnement financier et technique de l'UE pour diversifier ses sources de revenus. Aucune décision de suppression n'a été annoncée pour l'instant.

Haïti

Le gouvernement haïtien et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) cherchent à mobiliser 35,7 M USD pour développer les chaînes de valeur du café, du cacao, des racines et des tubercules. Présenté en octobre 2026, ce programme vise à renforcer la production, la transformation locale et la commercialisation, tout en soutenant l'emploi rural et la sécurité alimentaire. Il s'inscrit dans les perspectives identifiées par la Banque mondiale, qui souligne le potentiel des filières agricoles à valeur ajoutée, notamment le cacao, le café, la mangue et le vétiver. L'agriculture représente environ 20 % du PIB haïtien et emploie près de la moitié de la population active selon la FAO. Ce potentiel reste toutefois freiné par le manque de financement, l'insécurité, le coût des carburants et les perturbations logistiques. Selon la Banque mondiale, le secteur reçoit moins de 1 % du crédit formel, limitant les investissements productifs et l'amélioration des rendements. Les risques climatiques, notamment les sécheresses liées à El Niño, aggravent ces difficultés. Selon FEWS NET, plus de 5,83 M de personnes ont connu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë entre mars et juin 2026. La mobilisation des financements pourrait ainsi soutenir la structuration des filières, la transformation locale et les exportations à valeur ajoutée, tout en ouvrant des opportunités aux bailleurs et aux entreprises spécialisées dans les équipements de transport, l'irrigation, le stockage et la logistique agricole.

Jamaïque

Le gouvernement jamaïcain compte mobiliser 9,7 Md JMD (60,7 M USD) supplémentaires pour la reconstruction des logements endommagés par l'ouragan Melissa il y a un an. Le Premier ministre Andrew Holness a annoncé cette nouvelle enveloppe destinée au programme ROOFS (*Restoration of Owner or Occupant Family Shelters*), portant à environ 21,7 Md JMD (136,2 M USD) les fonds mobilisés pour ce dispositif depuis le passage de l'ouragan. Sur les quelque 118 000 ménages identifiés comme éligibles, 50 % auraient déjà reçu une aide. Le gouvernement prévoit de porter ce taux à 90 % d'ici fin décembre, puis 100 % d'ici janvier. Pour financer ces aides sans accroître l'endettement public, les autorités ont annoncé des restrictions temporaires sur certaines dépenses publiques (déplacements officiels non essentiels et achat de véhicules administratifs). Le Premier ministre envisage également de

prolonger la suspension des règles budgétaires jusqu'à l'exercice 2027-2028, afin de financer la reconstruction.

République Dominicaine

Les IDE en République dominicaine ont atteint 4,5 Md USD sur les neuf premiers mois de 2026 (+3,7 % g.a.), confirmant l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers. Après un record de 5 Md USD en 2025 (+11,3 %, contre +1,7 % en Amérique latine et dans les Caraïbes), le pays se classait au 8e rang régional des bénéficiaires d'IDE selon la CEPALC. Les flux annuels moyens sont passés de 2,5 Md USD en 2010-2019 à 4 Md USD en 2021-2025 (+67,4 %). Cette dynamique s'accompagne d'initiatives de promotion de l'investissement : *l'Americas Investment Forum*, organisé en juillet 2026, a recueilli 4,15 Md USD de promesses d'investissement, dont 90 % destinées au pays, qui accueillera également le *Caribbean Investment Forum* en 2027. Parallèlement, les exportations de biens ont progressé de +14 % sur les neuf premiers mois de 2026, à 13,2 Md USD (contre 11,6 Md USD sur la même période en 2025), portées par les exportations nationales (+27,4 %, à 6,6 Md USD) et celles des zones franches (+3,2 %, à 6,7 Md USD). Au total, les IDE et les exportations ont représenté 17,7 Md USD de devises sur la période (+11,2 % g.a.). Les autorités mettent notamment en avant les dispositifs de facilitation des investissements, tels que le guichet unique d'investissement (*Ventanilla Única de Inversión*), regroupant 50 démarches administratives relevant de 26 institutions.

L'activité économique dominicaine a progressé de +5,6 % en septembre 2026 en g.a., portant la croissance cumulée à +4,6 % sur les neuf premiers mois de l'année, selon la Banque centrale (BCRD). Cette accélération intervient après une croissance de +2,1 % en 2025, dans un contexte international défavorable. Pour 2026, la BCRD anticipe une croissance de +4,5 %, contre +4,6 % pour le FMI, malgré le choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient. Le FMI prévoit également une croissance de +4,4 % en 2027. Sur les neuf premiers mois de 2026, l'activité a été principalement portée par la construction (+8,2 %), les services financiers (+7,8 %), l'hôtellerie-restauration (+5,6 %) et l'exploitation minière (+5,2 %). L'industrie manufacturière locale (+3,4 %), les zones franches (+2,8 %) et les services dans leur ensemble (+4,6 %) ont également progressé, soutenus par l'investissement intérieur et la résilience du secteur extérieur. Cette reprise s'accompagne toutefois de tensions inflationnistes, l'inflation annuelle ayant atteint +5,12 % en septembre, dépassant temporairement la borne supérieure de la fourchette cible, tandis que l'inflation sous-jacente s'établissait à +4,61 %. La BCRD doit ainsi arbitrer entre soutien à l'activité et maîtrise des prix, dans un contexte où les perspectives de

croissance restent tributaires du dynamisme intérieur et de l'évolution des chocs externes.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

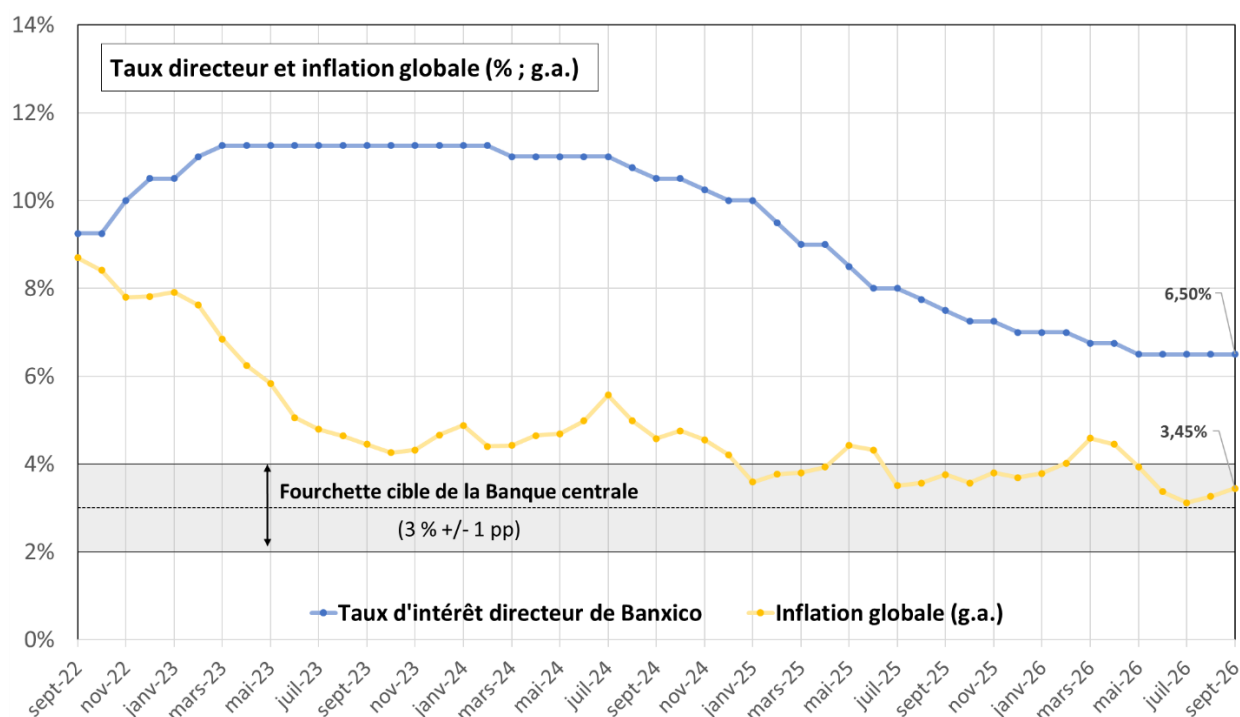
Le Parlement a approuvé l'adhésion de Saint-Vincent-et-les-Grenadines à la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). Les parlementaires ont adopté une loi ratifiant deux accords prévoyant notamment une participation au capital de la CAF de 2 M USD (141 actions de catégorie C). Selon le Premier ministre et ministre des Finances Godwin Friday, cette adhésion vise à diversifier les sources de financement du pays pour les projets d'infrastructures et de résilience climatique. Elle intervient dans un contexte de fortes contraintes budgétaires (la dette publique atteignant 113,1 % du PIB à fin 2025, contre 102,8 % à fin 2024).

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (%, FMI)	Prévision FMI 2026 (% , prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 835,0	3,1%	1,5%	0,5%	1,5%	62,1%	3,8%	6,50%
Belize	0,4	3,3	0,5%	3,5%	2,6%	1,9%	64,6%	3,5%	2,25%
Costa Rica	5,4	102,9	4,8%	4,1%	4,6%	3,3%	61,8%	-0,8%	3,00%
Guatemala	18,9	123,3	3,5%	3,7%	4,3%	4,0%	27,5%	3,0%	3,50%
Honduras	11,2	39,6	3,6%	3,6%	4,9%	3,3,%	44,0%	5,6%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	31,7%	3,5%	5,75%
El Salvador	6,4	36,7	3,4%	2,6%	3,9%	4,5%	85,0%	2,7%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,5%	21,5%	11,50%
Jamaïque	2,8	22,6	2,7%	-0,5%	0,1%	0,0%	64,3%	5,9%	6,00%
Panama	4,6	90,5	7,2%	2,7%	4,4%	5,0%	56,4%	1,8%	--
République Dominicaine	11	127,9	2,2%	5,0%	2,1%	4,6%	57,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11	25,3	3,2 % (EIU)	-0,6 % (EIU)	-5,0 % (EIU)	-7,2 % (EIU)	129,4 % (EIU)	40,0 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

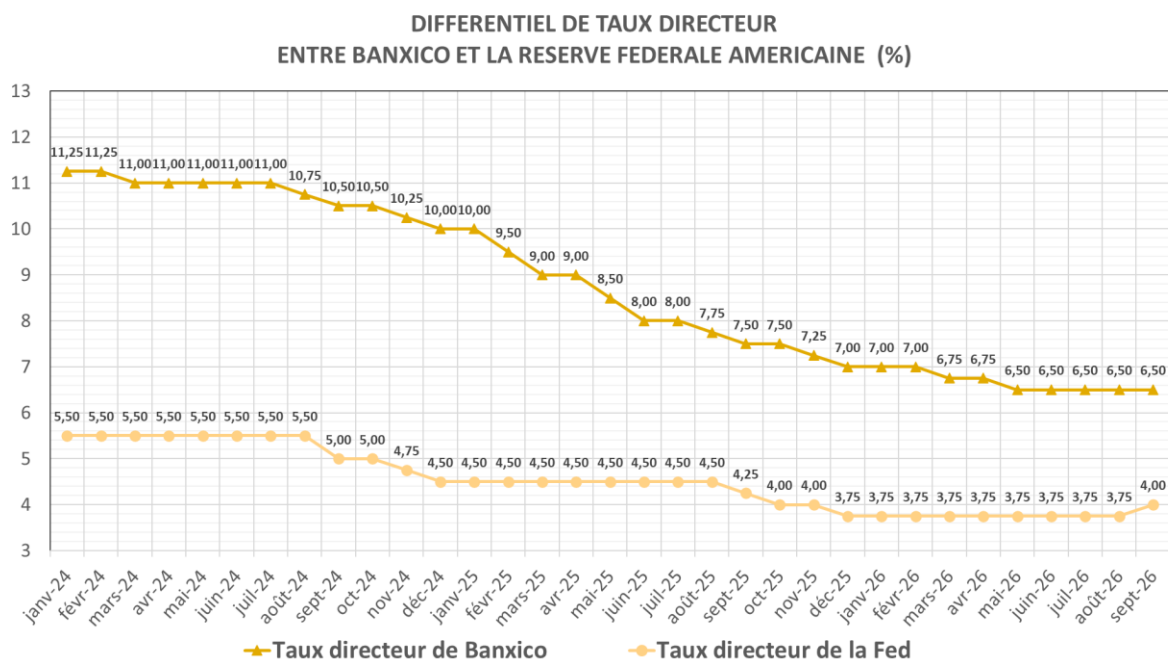
- Annexe Graphique Mexique -



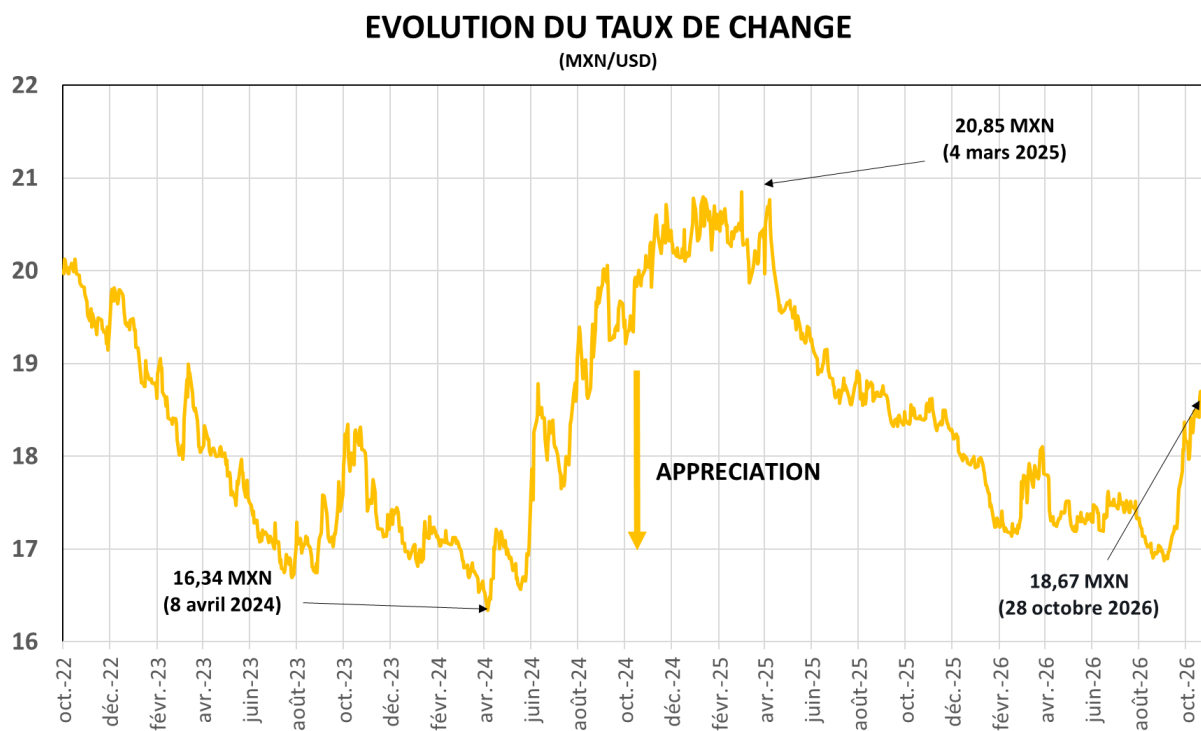
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275
sept-26	6,50	4,00	250

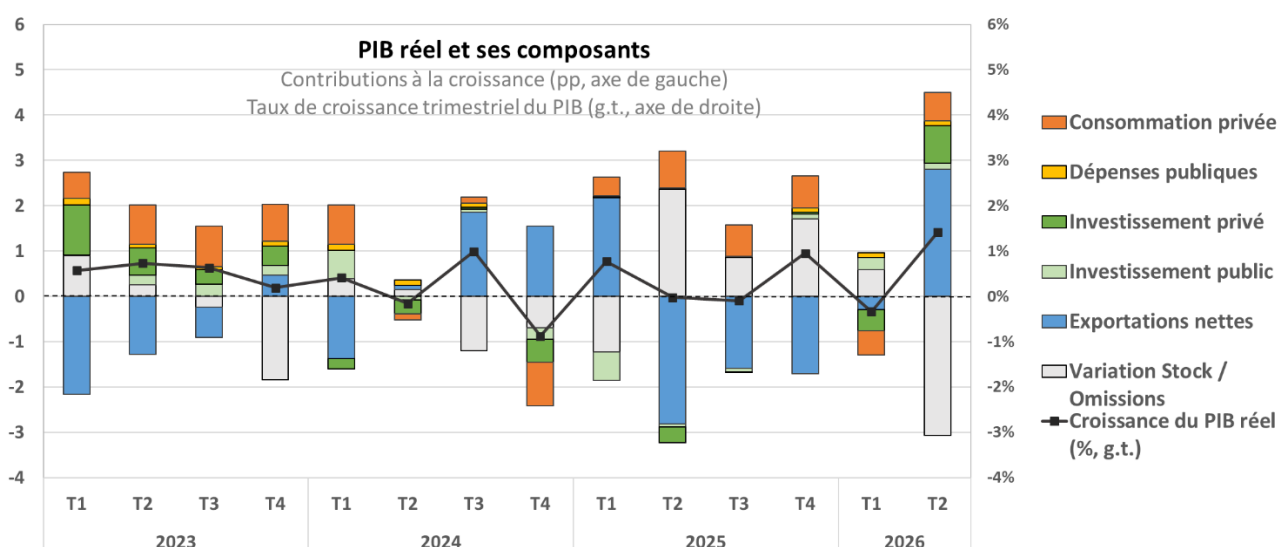
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



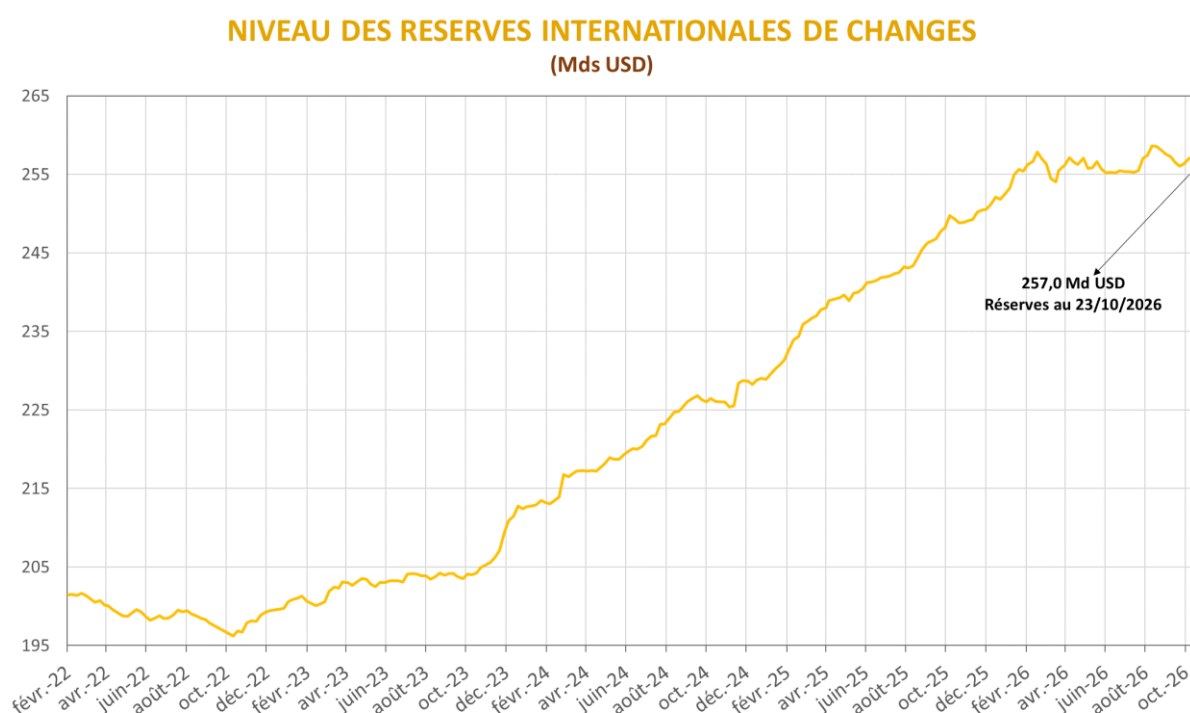
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr